



Lors de la rencontre d'échange entre des députés et experts de la santé sur le concept de la couverture sanitaire universelle dans le pays qui est loin d'être atteinte, honorable Kassoum TAPO, président la séance, a estimé que le gouvernement doit s'atteler au respect des engagements pour l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) 4, 5 et 6. Elle a eu lieu, le samedi-dernier, dans la salle Aoua KEITA de l'Assemblée nationale.

Ont participé à la rencontre des membres de la commission santé de l'Assemblée nationale, des services de la direction nationale de la santé, de la société civile, des partenaires de la santé.

S'inscrivant dans le cadre de la mise en œuvre des résolutions du 126^e assemblée de l'Union interparlementaire (UIP), tenue le 5 avril 2012 à Kampala (Ouganda), la rencontre est initiée par l'Assemblée nationale, en collaboration avec les partenaires de la Caravane «Tous et chacun» et la campagne «Santé: les enfants d'abord».

Avec les députés, il s'agit pour les initiateurs d'améliorer des parlementaires sur le concept de la couverture sanitaire universelle, d'identifier les domaines et les actions sur lesquels les engagements des parlementaires sont nécessaires pour la réalisation de la couverture sanitaire universelle au Mali, de renforcer la capacité des parlementaires en vue d'un suivi de planification et des programmes par rapport à la réalisation de la couverture sanitaire universelle et ses implications au Mali.

La couverture sanitaire universelle se définissant, selon la note de la rencontre, comme un moyen d'assurer à l'ensemble de la population l'accès aux services préventifs, curatifs, de réadaptation et de promotion de la santé dont elle a besoin, de qualité suffisante pour être efficaces sans que leur coût ne soit des barrières pour les usagers.

Au Mali, la couverture sanitaire universelle reste toujours un objectif recherché.

Pourtant, selon le rapport sur la santé dans le monde en 2010 de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), «parvenir à la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement et, après 2015, d'une deuxième série d'objectifs dépendra en grande partie de la manière dont le pays s'achemineront vers la couverture universelle».

Des efforts ont été consentis dans le domaine à travers, notamment la politique sectorielle socio-sanitaire actuelle et la mise en œuvre de l'AMO et du RAMED, mais le parcours pour l'atteinte de l'idéal est encore loin.

Il s'agit, selon des experts, d'accentuer les efforts, notamment sur l'amélioration de la qualité des services, le financement du secteur de la santé, le renforcement des ressources humaines et leur répartition équitable.□□

Selon Kassoum TAPO, la problématique les interpelle eu égard à la position du pays dans le classement mondial faisant partie des zones où les progrès sont jugés insuffisants en matière de santé maternelle, néonatale et infantile.

Il a relevé que les statistiques, en 2006, ont enregistré 46 décès de nouveau-nés pour 1000 naissances, soit plus de 27000 nouveau-nés qui meurent chaque année dans notre pays, en ajoutant par ailleurs qu'à la même période, 464 femmes sur 100 000 accouchements ont succombé en donnant la vie.

Pour se conformer aux résolutions de l'assemblée de l'UIP afin d'atteindre les OMD 4, 5 et 6, M. TAPO a estimé que le gouvernement doit augmenter la somme allouée au secteur de la santé à au moins 15% du budget national, conformément aux exigences d'Abuja de 2000, et s'atteler au financement du Plan stratégique national de développement des ressources humaines adopté en 2009 qui devrait aider le pays à combler le déficit de 58% en la matière, selon les normes de l'OMS.

Au cours de la cérémonie, des attestations de reconnaissance ont été décernées aux honorables Mme TOURE Safiatou TRAORE et Mme Cissoko Mantchini DIARRA de leur combat pour l'amélioration du système sanitaire dans le pays.□□□□□□

Par Sikou BAH